



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 29/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EWELLIX SCHAEFFLER

148, rue Félix Esclangon
ZI de Bissy
73000 Chambéry

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2025 dans l'établissement EWELLIX SCHAEFFLER implanté 148, rue Félix Esclangon ZI de Bissy 73000 Chambéry. L'inspection a été annoncée le 11/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi des suites de la précédente visite d'inspection (réalisée en septembre 2024) et dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance (PAC) relatif à la mise en place du nouvel atelier de traitement thermique au sein de l'établissement de Chambéry.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EWELLIX SCHAEFFLER
- 148, rue Félix Esclangon ZI de Bissy 73000 Chambéry
- Code AIOT : 0010700009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EWELLIX SCHAEFFLER exploite une activité de travail mécanique des métaux, de dégraissage et de traitement des métaux. Elle fabrique depuis 1970 des vis à billes et à rouleaux utilisées dans un grand nombre d'applications industrielles pour le marché médical, l'aéronautique, la robotique, l'armée. Elle bénéficie à ce titre d'un arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter du 03/02/2014, et d'un arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'étude des rejets des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) en date du 29/08/2012.

L'équipementier automobile allemand SCHAEFFLER a finalisé l'acquisition d'EWELLIX le 03 janvier 2023. Dans le cadre de son développement, de nouveaux investissements vont porter sur l'installation d'un nouvel atelier de traitement thermique automatisé au sein d'une extension du bâtiment existant, sur la poursuite de la robotisation des lignes de production et la rénovation thermique des bâtiments.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement, article R. 512-46-25 et suivants	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 19	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 02/03/2014, article 1.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les démarches engagées par l'exploitant dans le cadre de la procédure de cessation de l'activité de phosphatation doivent être poursuivies afin que les différentes attestations (ATTES-SECUR, MEMOIRE et TRAVAUX) puissent être délivrées par l'organisme agréé.

S'agissant des mesures à prendre pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, des actions et justificatifs restent encore attendus de la part de l'exploitant. Il est à ce titre proposé au préfet de la Savoie de prendre un arrêté préfectoral portant mise en demeure l'exploitant de se mettre en conformité.

Enfin, des éléments complémentaires doivent être transmis par l'exploitant, en particulier en matière de surveillance des rejets atmosphériques et des rejets aqueux, dans le cadre de l'instruction du dossier de porter-à-connaissance relatif à la mise en place du nouvel atelier de traitement thermique. Cette demande de compléments est abordée de façon plus spécifique au travers du rapport d'instruction du PAC.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation partielle d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-46-25 et suivants
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi

que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Constats :

A l'issue de la précédente visite d'inspection, il avait été rappelé à l'exploitant qu'il lui appartenait de faire attester de la mise en sécurité de ses installations par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de service dans ce domaine, dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité seraient mises en œuvre conformément à l'alinéa III de l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement.

Par courriel du 18/11/24, l'exploitant a indiqué avoir sollicité l'organisme APAVE pour l'accompagner dans la procédure de la cessation partielle d'activité et qu'une première visite de site serait réalisée le 03/12/24.

Par courriel du 27/12/24, l'exploitant a confirmé que la première visite du site avait bien été réalisée le 03/12/24 dans le but de lister les actions réalisées (étude documentaire et historique + diagnostic des sols) et d'établir un devis pour les missions relatives à la délivrance des ATTES SECUR, MEMOIRE et TRAVAUX. Il a également informé l'inspection des installations classées, au travers du courriel du 27/12/24, des points suivants:

- une commande a été passée auprès de l'APAVE le 27/12/24 pour l'établissement des 3 attestations susvisées ;
- des mesures de mise en sécurité ont d'ores et déjà été formulées :
 - curage des réseaux d'eau dans lesquels le rejet des eaux de phosphatation a été effectué (une commande a été passée auprès d'ORTEC en décembre 2024 pour une intervention planifiée en janvier 2025) ;
 - élimination du stock de produits chimiques et des anciennes installations liées à l'activité de phosphatation (reprise ou traitement en tant que déchets). EWELLIX SCHAEFFLER a précisé à ce titre qu'il disposait des éléments nécessaires permettant de répondre à cette demande ;
- une analyse des piézomètres existants a été préconisée, suite au diagnostic des sols (réalisé par l'entreprise SUEZ) et sur les paramètres détectés, afin de voir l'ampleur de la pollution engendrée par l'ancienne activité de phosphatation ;
- une commande a été passée auprès de SAVOIE LABO en décembre 2024 afin de réaliser les prélèvements et les analyses des eaux souterraines amont/aval (dates d'intervention à communiquer en début d'année 2025) ;
- une demande de devis a été réalisée auprès de SUEZ pour la réalisation d'un plan de gestion, en cohérence avec les résultats à venir de l'analyse des eaux souterraines.

Lors de la visite d'inspection du 01/04/25, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées des points suivants:

- l'analyse des eaux souterraines a été réalisée au début du mois de février et le plan de gestion a été commandé auprès de SUEZ ;
- la canalisation dans laquelle le rejet des eaux de phosphatation a été en partie curée, le reste des travaux de curage sera réalisé une fois le four AJAX mis à l'arrêt ;

<ul style="list-style-type: none"> le planning prévisionnel à l'établissement du plan de gestion par SUEZ et à la gestion des suites de la procédure de cessation par l'APAVE fait état d'une durée totale de 13 semaines environ.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit régulièrement tenir informée l'inspection des installations classées de l'avancée de la procédure de cessation partielle d'activité. Les ATTES SECUR, MEMOIRE et TRAVAUX devront être transmises à l'inspection des installations classées, au fil de l'eau.</p> <p>Les prescriptions relatives à l'exploitation des anciennes installations de phosphatation seront mises à jour à l'issue de la procédure de cessation partielle d'activité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>A la suite de la précédente visite d'inspection réalisée en septembre 2024, il avait pour rappel été demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> poursuivre les actions engagées à propos des dispositifs de rétention des pollutions accidentelles et de mettre en place des systèmes d'obturation des réseaux au droit de l'ensemble des exutoires EU/EP (3 points manquants conformément à la dernière étude réalisée par SOCOTEC en octobre 2022) ; mettre à jour le plan des réseaux de l'établissement conformément aux dispositions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter du 03/02/2014. <p>Par courrier du 17/10/24, l'exploitant a indiqué avoir bien pris en considération le délai de 6 mois afin de mettre en place des obturateurs au droit "des sorties d'eau ou il en manque".</p> <p>Par courrier du 25/11/24, l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser un devis pour la mise en place des 3 obturateurs au droit des sorties EU et EP identifiées par SOCOTEC au travers de son rapport d'octobre 2022 mais a précisé que le budget défini au titre de l'année 2025 ne lui permettrait pas de mettre en place l'ensemble des 3 équipements au cours de l'année. L'exploitant a proposé un étalement du planning de réalisation des travaux de génie civil nécessaires et de la mise en place des obturateurs jusqu'au premier semestre 2026 inclus.</p> <p>Par courriel du 05/12/24, l'inspection des installations classées a informé l'exploitant avoir pris note de la demande et lui a rappelé que la mise en œuvre de 6 ballons obturateurs au droit des 3 points de rejets EU et des 3 points de rejets EP de l'établissement avait bien été indiqué par le prestataire SOCOTEC dès la fin de l'année 2022 dans le cadre de la mission d'assistance à la définition de la rétention des eaux d'extinction (rapport du 27/10/2022 partie V.5 obturateurs à</p>

installer sur les exutoires des réseaux EU/EP + partie VI conclusion au travers de laquelle il était indiqué que les obturateurs étaient à installer quelle que soit la solution de rétention retenue). L'inspection des installations classées a ainsi informé l'exploitant que les délais proposés au travers du rapport relatif à la visite réalisée en septembre 2024 restaient donc applicables et l'a invité à transmettre, au fur et à mesure, les documents permettant de justifier des actions engagées par EWELLIX (bon de commande signé, photos des travaux, etc.) afin de se mettre en conformité.

Par courriel du 23/01/25, l'exploitant a indiqué qu'il disposait d'un premier devis (prestataire SATUJO) et qu'il devait, en cohérence avec les règles d'achats et d'investissement du groupe, disposer de 3 devis avant validation de l'offre et de la commande.

Par courriel du 04/03/25, l'exploitant a indiqué avoir mis à jour la cartographie des réseaux EU et EP de l'établissement et avoir un doute sur le nombre de points de rejets à effectivement équiper d'un dispositif d'obturation.

Par courriels des 11/03/25 et 13/03/25, l'exploitant a transmis la mise à jour du plan des réseaux de l'établissement.

La solution retenue par l'exploitant consiste, pour rappel, à retenir l'ensemble des eaux d'extinction au sein des bâtiments dans lesquels sont implantées les installations classées pour la protection de l'environnement via la mise en œuvre de batardeaux (automatiques ou manuels selon les zones d'implantation, hauteur inférieure ou égale à 28 cm).

Par courriel du 03/04/25, l'exploitant a transmis le devis mis à jour par le prestataire SATUJO en date du 28/03/25 et a précisé que ce document correspondait à la mise en place d'un dispositif au droit de tous les points de l'établissement non équipés (soit 5 points au total). L'exploitant a précisé qu'il avait demandé au prestataire un devis détaillé (point par point), qu'il avait également fait chiffrer les travaux de génie civil associés à la mise en place de ces équipements et qu'il transmettrait le devis associé dès réception.

Par courriel du 17/04/25, l'exploitant a transmis le devis détaillé mis à jour par le prestataire SATUJO en date du 08/04/25 et a rappelé l'implantation des 3 points de rejets (EU3, EU4 et EP4) à équiper en cohérence avec l'étude réalisée par SOCOTEC en 2022. Il a confirmé être dans l'attente d'un prestataire suite à la demande de devis pour la réalisation des travaux de génie civil. Enfin, l'exploitant a précisé qu'il serait également nécessaire de faire chiffrer la mise en œuvre de batardeaux sur le bâtiment TS afin de compléter le dispositif de rétention déjà en place.

Par courriel du 18/04/25, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées avoir passé la commande pour la mise en œuvre des 3 obturateurs (en attente de validation au niveau groupe).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit identifier, en cohérence avec la dernière étude réalisée par SOCOTEC en octobre 2022 et avec la mise à jour du plan des réseaux de l'établissement, les points de rejets EU et EP qui doivent effectivement être pourvus d'un dispositif d'obturation afin de pouvoir retenir, en cas de besoin, l'ensemble des eaux d'extinction au sein des bâtiments dans lesquels sont implantées les installations classées de l'établissement. Il doit transmettre les documents permettant de justifier que l'ensemble des points concernés sont équipés d'un tel dispositif.

L'exploitant doit transmettre un plan d'implantation des batardeaux automatiques et manuels. L'inspection des installations classées rappelle à ce titre que l'ensemble des zones susceptibles de recueillir des eaux d'extinction doivent être pourvues de batardeaux dans le cadre de la solution retenue par EWELLIX.

Les dispositifs visant à mettre en rétention les eaux d'incendie devront être totalement opérationnels au plus tard dans le délai indiqué ci-dessous.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2014, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des constats effectués lors de la précédente visite d'inspection:</u></p> <p>Par courrier du 10/03/2022, EWELLIX a porté à la connaissance du préfet de la Savoie le projet de création d'un nouvel atelier de traitement thermique au sein de son établissement de Chambéry et a transmis à cet effet un dossier technique de porter-à-connaissance. Différents échanges ont eu lieu depuis entre l'inspection des installations classées et l'exploitant et conduiront à proposer au préfet de la Savoie de procéder à une révision des prescriptions applicables aux installations de l'établissement et de prendre un nouvel arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a confirmé que la construction du bâtiment accueillant le nouvel atelier thermique était achevée et que la période transitoire débiterait d'ici quelques semaines.</p> <p><u>En amont de la visite d'inspection du 01/04/25:</u></p> <p>L'inspection des installations classées a transmis à l'exploitant le projet du nouvel arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter pour avis et pour compléments.</p> <p>Par courriel du 13/03/25, l'exploitant a transmis des éléments complémentaires partiels ainsi que les documents suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • plan d'implantation des points des rejets atmosphériques ; • plan des réseaux EU et EP ; • plan d'implantation des points de mesures des niveaux sonores. <p><u>Visite d'inspection du 01/04/25:</u></p> <p>Les échanges techniques ayant eu lieu lors de la visite d'inspection à propos des prescriptions établies au travers du projet de nouvel arrêté préfectoral ont conduit l'inspection des installations classées à demander à l'exploitant de transmettre des compléments, sous forme d'un courrier. Les compléments attendus devront en particulier porter sur la surveillance des rejets atmosphériques, la surveillance des rejets aqueux et la surveillance des eaux souterraines.</p> <p>La poursuite de l'instruction du dossier de porter à connaissance et la finalisation du projet du nouvel arrêté préfectoral portant autorisation feront l'objet d'un rapport d'instruction dédié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite